

Mutation Planétaire. Mutation de l'Humanité ?

Raymond Van Ermen, EPE (Partenaires Européens pour l'Environnement)

www.raymondvanermen.org

Bruxelles, le 18 Octobre 2008.

Table des Matières

- Résumé
- Conversion écologique, un peu d'histoire
- Mutation planétaire
- Une mutation de l'Humanité ?
 - (i) La quantité suffisante
 - (ii) Justice & Paix
 - (iii) Développement humain, bien-être & progrès
- Pour une Encyclique
 - (i) Le temps de l'Éthique
 - (ii) Écologie : un champ de "service"
- Un "*Contrat de Progrès pour une Fraternité Mondiale*"
 - (i) Une rencontre des acteurs économiques chrétiens
 - (ii) Changer pacifiquement "à la vitesse d'un temps de guerre" : un portail internet
- Les Chrétiens en Europe
 - (i) Une Alliance des 3 Mers
 - (ii) Une Charte des Biens Communs et Droits Collectifs
 - (iii) Les politiques de l'UE
 - (iv) L'UE dans le monde
- Le Narratif : Mutation de la planète et de l'humanité = Super-vivre

Résumé

Un moment inévitable, inéluctable dans l'histoire de la Terre et de l'Humanité, au regard des projections de l'impact sur les ressources qu'ont les évolutions (démographiques, sortie de la pauvreté de millions de gens, menaces que fait peser l'arriéré, c'est-à-dire le changement climatique), combinées avec la crise financière et économique, va entraîner une "mutation de la planète". Cette mutation de la planète pourrait-elle conduire à une mutation de l'humanité ?

Une encyclique-cadre devrait asseoir le rôle de guide de l'Eglise offrant (i) la "vision" d'une occasion de « convergence de l'Humanité » pour répondre aux défis du XXIème siècle (ii) des textes fixant l'éthique, les objectifs et les moyens (iii) un encouragement aux chrétiens pour qu'ils exercent leur mission de "service" dans des mouvements sociaux, financiers et économiques, porteurs de cette "mutation planétaire".

L'action devrait s'organiser au plan mondial, européen et local, faire usage d'Interne. Un "*Contrat de Progrès pour une Fraternité mondiale*" (le concept de fraternité nous rappelle Saint François et aussi le fait que le présent exposé a été écrit sur base d'une invitation des Fraternités dominicaines) devrait être initié à partir d'une rencontre mondiale des acteurs économiques chrétiens. Le contrat de progrès serait conçu comme un levier pour répondre à l'appel de Benoît XVI du 12/11/2006 à changer le système mondial et notre propre style de vie : « *il est nécessaire de convertir le modèle de développement mondial ; c'est ce qu'exigent désormais non seulement le scandale de la faim, mais également les urgences liées à l'environnement et à l'énergie* ».

Sur le plan européen, les chrétiens devraient retrouver l'audace d'un Robert Schuman et d'un Adenauer, deux grands chrétiens qui ont marqué l'histoire du continent. Il s'agit aujourd'hui de reconnaître que l'architecture de la gouvernance actuelle ne répond pas aux urgences tant au Moyen-Orient que dans le Caucase et qu'il faut une nouvelle alliance reliant Bruxelles, Moscou et Jérusalem. Il s'agit également de lutter contre les excès du matérialisme et de préserver les biens communs, d'engager l'Union européenne sur de nouveaux chemins tant en termes de reconnaissance des biens et droits Collectifs que d'initiation des politiques de l'UE en interne comme en externe.

Le Saint Siège a déjà relancé la doctrine sociale de l'Eglise en faisant de l'idée révolutionnaire de Thomas d'Aquin – « *la destination universelle des biens* » – le socle d'une écologie chrétienne. Il s'agit maintenant de proposer un nouveau narratif, une « *Ethique nouvelle de la Terre* », construite autour d'une convergence de l'humanité pour mieux gérer les "biens communs". Il s'agit aussi de la joie de se libérer des excès du "matérialisme", pour donner aussi à chacune et à chacun l'envie et la fierté d'être l'un des petits leviers d'une mutation de l'humanité, "*non seulement pour survivre, mais pour super-vivre*", selon la formule de Teilhard de Chardin.

Comme le dit la lettre pastorale des évêques catholiques du Canada de mars 2008, "*les défis écologiques nous offrent l'occasion de nous relancer sur les chemins de l'Évangile*".

“Conversion écologique”

Un peu d’historique d’abord. Je voudrais à ce propos remercier Patrice de Plunkett, auteur de *L’écologie, de la Bible à nos jours. Pour en finir avec les idées reçues*, dans lequel le non-expert que je suis a largement puisé. Dans une première phase, dirai-je, l’Eglise a vu les problèmes écologiques dans une réflexion sur un paradis perdu et le besoin d’harmonie, ce que reflète le merveilleux choix d’un moine chantant les merveilles de la création, œuvre de Dieu, saint François, comme patron de l’écologie.

Une autre dimension est constituée par les erreurs du système, la pollution qui retint l’attention comme dans la lettre apostolique *Octogesima adveniens* de 1971 de Paul VI. Dans l’encyclique *Sollicitudo rei socialis* de 1987 de Jean Paul II, le § 34 était intitulé « *respecter le cosmos* » et le Pape d’appeler en 2001 à une « *conversion écologique* ».

Plus récemment, ce sont les dangers pour la paix qui ont été à juste titre soulignés. Ces nouveaux défis liés à la relation économie-écologie-société sont en effet à appréhender en termes de nouvelles conditions pour la justice et la paix dans le monde.

Sur le plan des grands équilibres écologiques qui assurent le maintien de la vie sur cette planète, la tendance est plutôt soit à reporter les conséquences de nos égoïsmes sur les autres peuples ou sur les générations futures. Tous ces sujets ont été abordés par les papes Jean-Paul II et Benoît XVI dans des paragraphes de leurs encycliques et de leurs discours, comme d’ailleurs aussi par le Patriarche de Constantinople Bartholomée Ier et dans le message commun de Jean-Paul II et de Bartholomée Ier à Venise.

Le Cardinal Ratzinger parlait d’une « *écologie chrétienne, à partir de la foi en la Création, qui pose les limites de l’arbitraire humain et indique les dimensions de la liberté* » (2). On a vu le Vatican définir des nouveaux péchés « écologiques » et décrire un « axe du mal » car, comme l’écrit l’Osservatore Romano « *le pape ne s’est pas improvisé écologiste* ». Pour lui, écrit-il « *la dégradation de l’environnement rend l’existence particulièrement insoutenable aux pauvres de la Terre (...) l’enjeu, ce sont la survie de millions de personnes dans l’immédiat, et la survie de la Terre elle-même dans un avenir qui apparaît toujours moins lointain* ». (3)

Lors de la 4ème rencontre annuelle des Présidents des Institutions de l’UE avec les représentants des Eglises et Religions en Europe, le 5 Mai 2008 à Bruxelles, les représentants religieux ont affirmé une responsabilité partagée avec les responsables politiques quant au devenir de la planète. Rappelant que la Bible parlait de « création » plutôt que de « nature », le Cardinal Franc Rodé (Préfet pour la Congrégation pour les Instituts de Vie Consacrée et les Sociétés de Vie Apostolique) a déclaré : « *Dans le monde actuel, nous sommes obligés à une ascèse et à nous contenter d’un mode de vie plus simple pour préserver les ressources de la création et de les partager avec les populations plus pauvres* ». S.E Anders Harald Wejryd (Primat de l’Eglise luthérienne de Suède) a ajouté qu’il était du devoir des religions de s’impliquer dans la lutte contre le changement climatique car celui-ci soulevait des questions « *morales, de justice et d’équité* ». En tant qu’instances porteuses d’espoir et ayant des perspectives de longue haleine, les religions peuvent selon lui aider à relever le défi du changement climatique souvent obscurci par des difficultés en apparence insurmontables. (4)

Je voudrais m’attacher à montrer les enjeux, les graves risques mais aussi les opportunités que génère la présente crise environnementale et énergétique. Je voudrais inviter comme l’écrit Patrice de Plucket, à ne pas se laisser aller à , ce qu’il appelle, la “*sinistrose des chrétiens européens*” et “*nous convertir à l’espérance*” en proposant un “projet” au milliard de catholiques sur la surface de la Terre, et des initiatives au plan européen.

Mutation planétaire

C'est une vision sur la longue durée – mais aussi celle d'un mur devant nous – que nous propose le Prix Nobel de Chimie Paul Crutzen, pour qui notre planète est à un nouveau moment charnière de son histoire. Alors que nous serions depuis les années 1800 dans "l'anthropocène", où l'activité de l'homme est devenue « *une force géophysique globale avec un impact décisif sur la biosphère* », nous nous approcherions de la fin de la phase II (1945-2015), qu'il dénomme « *la grande accélération* », car la mainmise de l'homme sur la nature s'est considérablement accélérée pendant cette période. « *La grande accélération a atteint un stade critique car 60% des services fournis par les écosystèmes terrestres sont déjà dégradés* » (5). Ceci rejoint les analyses qui ont été faites de la biodiversité : un mammifère sur quatre, un oiseau sur huit, un tiers de tous les amphibiens et 70% de toutes les plantes évaluées sont en péril, constate l'UICN. Qu'en sera-t-il quand la planète portera 9,3 milliards d'humains en 2050 ? Va-t-on vers la sixième extinction des espèces ? (6).

Cette vision de la fin de la phase II de l'anthropocène sert d'ores et déjà de base aux travaux des experts en "sécurité internationale" (celle-ci se conceptualise d'ailleurs différemment selon les philosophies et les religions) (7). Notre planète fera face à de nouveaux risques en matière de sécurité, liés à des questions énergétiques, alimentaires, d'eau, de catastrophes naturelles et de santé publique – conséquences, notamment, du changement climatique.

Nous serions donc au moment d'un changement de paradigme où s'entrecroisent les effets de phénomènes comme la croissance de la population sur plusieurs décades, une sortie de la pauvreté par des millions de gens aspirant à consommer, une raréfaction de certaines ressources naturelles, une empreinte écologique lourde, un réchauffement de la planète lié à l'industrialisation sur des décennies. Comment allons-nous gérer cette situation?

La "mutation" que la fin de la phase II de l'anthropocène engendre se traduit par une *crise systémique* que nous observons (crise de la finance, de l'inflation, du prix des ressources naturelles – énergie, agriculture – et des matières premières).

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), nous assistons à un véritable tournant dans l'orientation de l'histoire (8) : « *Nous assistons de nos propres yeux à ce qui pourrait être le début d'une régression importante du développement humain (...) Le changement climatique remet en question le principe du Siècle des Lumières, selon lequel le progrès humain crée un avenir nécessairement meilleur que le passé (...) Laisser cette tragédie se dérouler serait un échec politique qu'on est en droit de qualifier de révoltant pour la conscience humaine. Ce serait une violation systématique des droits de l'homme pour les pauvres et pour les générations futures et un grand pas en arrière du point de vue des valeurs universelles* ». « *Si rien ne change, la crise conduira au désespoir et la colère et suscitera des menaces pour la sécurité collective* », affirme le Prix Nobel de la Paix Desmond Tutu.

Je ne décrirai pas ici tous les éléments de cette "mutation planétaire" qui aura des composantes politiques, financières, technologiques et scientifiques et affectera la façon dont on construit, on se déplace, on se restaure et on se chauffe.

Aujourd'hui, on constate que l'on ne peut plus dissocier les questions de matières premières, d'énergie, d'agriculture et d'eau. Ces questions sont « interdépendantes ». Le pape Benoît XVI a souligné les liens entre ces questions dans des discours traitant de l'environnement, de l'énergie, de la faim d'une part et entre l'écologie naturelle et l'écologie humaine d'autre part. Ainsi, la crise de la rareté entraîne, dans un jeu de vases communicants, "3 types de glissements :

- Entre éléments : agriculture, énergie, matières premières, eau sont interdépendants
- Par le jeu des prix devenus plus proches de la réalité ou la spéculation : ce sont les pauvres qui trinquent le plus, les pêcheurs, les camionneurs.
- Entre continents.

Dans cette aventure, il y aura des gagnants et des perdants, et assurément des victimes. Aujourd'hui l'OMS chiffre les taux de mortalité dus à la pollution atmosphérique, à la dégradation de la qualité et de la quantité d'eau, à la faim et l'on calcule le nombre de "migrants environnementaux".

Avec les événements actuels sur le plan financier et économique, nous assistons à un événement d'une importance comparable à la chute du Mur de Berlin qui aura des répercussions considérables. En fait, il faudrait parler d'un "triple big crunch" :

- La crise financière conduisant à une crise économique
- La crise climatique
- La crise de la rareté posant de nouveaux enjeux en terme de sécurité : énergie, eau, alimentation, matières premières.

Il me semble essentiel de s'attaquer à ces trois crises comme un tout. C'est la meilleure façon pour faire émerger un monde meilleur. Car les "solutions" à la crise économique (nouveaux emplois etc.) se trouvent dans les "solutions" à la crise climatique et des ressources.

Personne sans doute ne peut prédire comment se terminera la réorganisation de la planète Terre mais ce passage à une nouvelle ère pourrait prendre une trentaine d'années avec un ensemble de risques et d'opportunités.

Des scénarios optimistes à l'horizon 2050 nous décrivent d'une part une ère post-carbone et post-nucléaire, où chaque bâtiment est "producteur d'énergie" (9) ; d'autre part, le temps d'une "troisième révolution industrielle" basée sur un "partenariat avec la nature" où, à l'instar de la nature, il n'y a plus de déchet, tout est recyclé ; enfin une nouvelle ère d'abondance où l'accent sur la "propriété" des biens est remplacé par des systèmes mettant l'accent sur les "services" (et on en voit d'ores et déjà des exemples dans les systèmes de location de voiture à l'heure ou de tapis plain). (10) . L'économie solidaire, les coopératives par exemple, pourrait jouer un nouveau rôle dans le cadre d'un nouveau modèle économique.

Mais c'est la "transition" sur les quarante années à venir qui doit nous occuper. Celle-ci ne sera pas sans problèmes et sans grands risques pour la paix mondiale. Ne perdons pas de vue que la sortie des Etats-Unis de la dépression de 1929 c'est faite avec son entrée en guerre.

Une Mutation de l'Humanité ?

Très humblement, je pense que le moment est venu de réfléchir à la manière dont une mutation "matérielle" de l'humanité pourrait conduire à un *nouveau moment d'évolution de l'humanité* et de gestion de ses interdépendances (l'interdépendance mutuelle est inscrite dans l'ordre de la Création). La mutation du "système financier et économique" – et son impact sur la globalisation - qui vient se superposer, ne fait que renforcer la question.

Il y a en effet deux scénarios :

- Celui de la fin de la mondialisation. « *Le changement climatique pourrait mettre fin à la mondialisation d'ici 2040, selon un nouvel rapport d'experts nationaux de premier plan en matière de sécurité – des nations pourraient se replier sur elles-mêmes pour conserver les ressources à mesure que surgissent de nouveaux conflits liés au climat (...) la raréfaction des ressources pourrait "dicter les conditions des relations internationales" pour de nombreuses années, les pays riches étant susceptibles de passer par un processus de 30 ans où ils rejetteraient [les pauvres] de la chaloupe de sauvetage* ». (11)
- Celui de la "mutation de l'humanité" potentielle. Il porte sur "la position bio-économique" de l'Humanité, face au "serrage planétaire" qui demande un "*nouvel ordre de conscience émergeant d'un nouvel ordre de complexité organisée*", une "*interaction réfléchie des libertés*" comme l'écrit Teilhard de Chardin (12).

L'Eglise dont les positions sur le développement de la population humaine sont bien connues se doit, pour assurer la cohérence de son point de vue, d'être en pointe pour inviter chacune et chacun à

non seulement encourager “un partenariat avec la nature” et à prendre sa part dans la “gestion des ressources de la planète” mais aussi à “changer” dans sa relation à l’autre, aux biens communs, à la “propriété”. D’autre part, la mutation de l’humanité pour faire face aux défis écologico-démographiques suppose une action déterminée en matière de gouvernance. Nous en traiterons dans la section Europe de cet exposé.

Aujourd’hui, l’Eglise souligne que l’écologie physique doit se doubler d’une « *écologie humaine* », d’une « *conversion authentique dans la façon de penser et dans le comportement* ». Si nous sommes face à un grand tournant sur le plan de la gestion de la planète, il faut une nouvelle vision et de nouvelles règles pour permettre à tous de subvenir à leurs besoins essentiels dans un contexte qui pose de nouveaux défis en termes d’accès, de prix, de mode de gestion, de type de consommation qui demandent que l’on définisse une nouvelle éthique pour une nouvelle économie. Pouvons-nous faire d’un tournant sur le plan “matériel” un tournant sur le plan “humain”?

Je pense que trois thèmes devraient être explorés pour devenir les piliers d’une « conversion écologique » et d’une « mutation de l’humanité ». Je ne ferai ici qu’esquisser en vue d’un débat.

- **La notion de quantité suffisante.** Le Mahatma Gandhi disait déjà : *“la terre produit suffisamment pour satisfaire les besoins de tous mais pas pour satisfaire l’avidité des uns et des autres”*. Thomas Princen (13) souligne quant à lui que *« la notion de quantité suffisante ne renvoie pas au déni, au sacrifice ou à la privation. Il s’agit plutôt, dans le contexte de la réalité de la diminution des ressources et de la surconsommation, de bien se comporter, de bien travailler et de bien gouverner. Il s’agit de biens qui ne sont bons que jusqu’à un certain point »*. Ceci rejoint le message du Cardinal Raffaele Martino qui précise que *« le sens de la limite se cultive aussi lorsque l’on reconnaît l’altérité entre semblables et la transcendance du Créateur par rapport à ses créatures. Il existe quand nous ne prenons pas la place de ceux qui sont à côté de nous et quand nous accordons aux autres les droits que nous réclamons pour nous. Cela signifie que nous nous ouvrons à la conscience de la fraternité sur une Terre qui est à tous et pour tous, aujourd’hui et demain”* (14).
- **Justice & Paix.** Les thèmes de justice et partage sont bien connus de l’Eglise catholique et viendraient harmonieusement compléter cette approche. On doit faire beaucoup pour une gestion plus efficace des ressources. L’efficacité de l’action doit partir d’un préalable qui est de souligner que les choix stratégiques pour bâtir la transition doivent tenir compte du contexte économique particulier aux peuples et aux couches sociales. Les pauvres (dans les pays pauvres mais aussi en Europe et aux Etats-Unis) sont plus affectés que d’autres par les impacts économiques de la crise écologique et énergétique. Des solutions spécifiques techniques ou en termes de prix peuvent exister pour rencontrer leurs besoins et leurs droits. Les solutions retenues doivent avoir une efficacité maximale dans la gestion des ressources naturelles et énergétiques et leur accès.
- **Développement humain, bien-être & progrès.** Il existe beaucoup de travaux sur le concept de sécurité humaine, qui tous portent sur les besoins essentiels humains. Un travail très important a déjà été effectué sur les « Indicateurs de Bien-Etre » (Eurostat) ou de “Développement Humain” (PNUD). L’action sociale « écologique » chrétienne dans ces domaines devrait porter sur le choix de nos indicateurs de « performance » (soutenir de nouveaux indicateurs à côté du PNB tels que les indicateurs de développement durable, de bonheur, de découplage ou d’éducation) et sur la transformation de nos systèmes éducatifs ou nos politiques de coopération et de commerce. Il faudra aussi revoir le cadre juridique pour la protection des biens communs qui garantissent la sécurité humaine (voir la section Europe).

Ces trois « piliers » liant agenda macro-économique, politique et grandes priorités de l’Eglise, Justice, Paix, Progrès devraient être, avec la « joie », une marque de fabrique des chrétiens actifs au plan économique, social, au niveau des entreprises, des Etats, des Régions, des communes et le résultat à la fois de l’admiration de l’œuvre de la Création et de la « convergence » entre les hommes pour faire de leurs interdépendances une source de progrès.

Pour une nouvelle Encyclique

Comme toujours, la foi (pour les croyants) et les valeurs de solidarité, justice, paix (pour tous), devraient définir le cadre. A l'instar de la réflexion dans les milieux protestants américains sur leur action face au changement climatique, y a-t-il un "nouveau rôle social" pour l'Eglise catholique, forte de son milliard de croyants confrontés d'une part à la nouvelle "mutation de l'humanité" que requerront 9,3 milliards d'êtres humains en 2050 sur une planète aux ressources pour certains limitées, au changement climatique et à la perte de biodiversité et confrontés d'autre part aux nouvelles menaces pour la paix et la justice que font courir les questions d'accès et de rareté des ressources naturelles ?

Comme ce fut le cas avec les encycliques *Rerum Novarum* (1891) et *Quadragesimo Anno* (1931) qui ont dénoncé les insuffisances du système économique, précisé l'enseignement de l'Eglise sur les responsabilités des employeurs, les droits des travailleurs et les devoirs connexes de l'Etat et conduit à l'apparition du mouvement ouvrier chrétien et du syndicalisme chrétien, nous faudrait-il une nouvelle encyclique que je qualifierais d'encyclique-cadre inspirant un "nouveau mouvement chrétien d'écologie humaine" qui serait construit à partir d'un *cadre de référence* avec l'enseignement de l'Eglise et l'*action* dans une approche "glo-cal", avec le bras de l'Eglise au plan global, notamment avec l'outil internet, au plan européen et au plan local au niveau des paroisses, des écoles et universités ?

(i) Le temps de l'Ethique

Il est significatif que le livre d'Al Gore, *Urgence Planète Terre*, soit sous-titré "*L'Esprit Humain face à la Crise Ecologique*". Il faut rappeler que la construction d'une "écologie de l'esprit", une "écologie cognitive", s'élabore depuis de nombreuses années avec les réflexions de Gregory Bateson, d'Edgar Morin ("politique de civilisation") (15) ou de Félix Guattari ("Vers une écosophie") (16). Je trouve important de jeter des ponts avec les visions de responsables politiques comme d'intellectuels non chrétiens. Quelle peut être, dans ce contexte, la « spécificité » ou la valeur ajoutée d'une contribution chrétienne ? De nouveau, je voudrais souligner que pour moi, elle devrait être de l'ordre de l'éthique et de l'ordre de l'action.

Les papes ont souvent critiqué les systèmes économiques en place (marxisme et capitalisme). Aujourd'hui, le changement climatique est considéré par certains comme « la pire erreur du capitalisme ». Les mécanismes en place n'ont en effet pas donné pendant longtemps un coût à la pollution, conduisant à de nombreux drames en termes de santé, de migration ou de famine, dont le changement climatique n'est qu'un exemple parmi d'autres. La question aujourd'hui est notamment de savoir comment nous pouvons reprendre le contrôle de systèmes extraordinairement complexes pour mieux gérer notre aventure collective. Cette question est urgentissime parce que les systèmes industriels et financiers complexes, tant organisationnels que technologiques, constituent une menace pour la survie de l'humanité s'ils détruisent la viabilité de la planète soit sur le plan du « vouloir vivre ensemble » ou sur le plan écologique.

L'enjeu est de savoir si nous serons en mesure de faire basculer notre modèle éthique, économique et social vers un développement durable par des voies de coopération avant que la ou des guerre(s) ne prennent le pas sur la paix.

La mutation demande un "leadership" pour modifier les comportements humains. Comme il s'agit d'une mutation planétaire, on peut dire que les milliards de gestes individuels qui sont et vont être posés seront "poussés" par quelques grand vecteurs :

- Les catastrophes naturelles, trop souvent attendues pour changer.
- Les guerres engendrées par les raretés
- La loi, le pouvoir de coercition comme les sanctions
- Les profits et les coûts liés à la rareté, à la pollution, aux nouvelles technologies, produits et services, aux taxes et incitants fiscaux
- Les nouvelles technologies et les progrès de la science.

Saurons-nous y ajouter "l'éthique" ? "*Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice, inséparable de la charité* » (Vatican II, cité dans l'Encyclique *Populorum Progressio*). Ce nouveau mouvement lié aux grands thèmes de la justice, de la paix, de la solidarité devrait s'articuler autour d'un cadre de valeurs de référence d'une humanité qui *franchirait une nouvelle étape dans la façon de "s'auto-organiser"*.

Le Saint Siège a déjà relancé la doctrine sociale de l'Eglise en faisant de l'idée révolutionnaire de Thomas d'Aquin – « *la destination universelle des biens* » – le socle d'une écologie chrétienne.

Lors de l'audience privée qu'accorda le 7 mai 1996 Jean-Paul II à une délégation d'ONG d'environnement que je conduisais avec M. Armando Montanari, Président du Bureau Européen de l'Environnement, le Saint Père déclara : "*Personne ne peut s'approprier les biens de la terre. Comme le disait Ambroise de Milan, 'la fécondité de toute la terre doit être la fertilité pour tous' (...) Cette vérité doit se traduire par la ferme volonté de vivre et d'agir en solidarité avec ses frères, en vue du bien commun*".

Les questions abordées par les papes sont autant de § d'une éventuelle encyclique qui porterait sur les éléments qui concernent « la destination universelle des biens » et « l'interdépendance, la solidarité, la responsabilité, une alliance globale et l'adoption d'une stratégie politique internationale coordonnée », esquissée par le nonce apostolique à l'Assemblée Générale des Nations Unies du 13/2/08. Je pense aux thèmes suivants abordés par les papes :

- « mainmise sur les ressources de la Terre engendrant des conflits et des guerres »
- libre accès pour tous à l'eau, « bien commun de la famille humaine »
- biodiversité
- approvisionnement énergétique et « injustices et oppositions que provoquera la course aux sources d'énergie »
- révision du style de vie
- principe de précaution
- agir avec prudence, c'est-à-dire s'engager à prendre ensemble les décisions
- mettre en commun les ressources.

On voit d'ailleurs s'esquisser des règles et des principes, par exemple lorsque Benoît XVI, dans une lettre à la FAO sur le droit à l'eau, définit trois principes que relève Patrice de Plunkett (p 261) :

- la subsidiarité, c'est-à-dire la participation de tous impliquant non seulement le secteur privé mais aussi et avant tout les communautés locales ;
- la solidarité internationale « qui exige une attention prioritaire envers les pauvres » ;
- la responsabilité à l'égard des générations présentes et futures.

La lecture du compendium de la doctrine sociale de l'Eglise (2004), où un chapitre est consacré à l'écologie, fait le point sur ces questions. Mais, si je puis le dire en tant qu'expert des questions environnementales, il y a encore un effort à faire et ce pour deux motifs :

- l'écologie comme forme de paganisme New Age est encore un sujet de discorde au sein des Eglises catholique et protestantes. Il existe aussi, au sein de l'Eglise catholique, des groupes (et des sites internet) qui diabolisent l'écologie. Seule une encyclique du Pape aura l'audience nécessaire pour se débarrasser de cette querelle inutile.
- Il faut aussi une feuille de route solennelle pour que l'on passe d'un compendium à l'action sociale de l'Eglise dans le domaine de l'écologie, au même titre que l'on salue l'action sociale de l'Eglise dans les domaines de la gestion hospitalière, du système d'éducation, du service aux pauvres.

(ii) Un champ de "service"

Une Encyclique-cadre est un élément. Mais ce n'est pas tout. Nous n'avons que peu de temps. Si le temps presse et qu'il s'agit d'une mutation de l'humanité "à accélérer", quel est dans le domaine du "développement durable" le champ de "service" des chrétiens dans la société ? Les questions liées à cet enjeu de guerre et paix fait de l'écologie une terre de mission et un champ de « service ».

Je parle de *terre de mission* comme tout appel à l'éthique, la justice et la solidarité et de *champ de service* tout comme le sont la santé et l'éducation, étendues à la responsabilité écologique. La nouvelle vision que j'appelle de mes vœux doit être liée à l'action que chacun devrait mener comme membre d'une « chaîne de valeurs » pour faire prévaloir des « droits collectifs » là où le système capitaliste n'a fait que jouer les droits individuels.

La Déclaration commune de Jean Paul II et Bartholomée Ier, intitulée "La conscience écologique chrétienne", souligne aussi la mission de service : « *A notre époque, nous assistons à une croissance de la **conscience écologique** qui doit être encouragée, afin de conduire à des initiatives et à des programmes concrets. (...) C'est sur la base de notre reconnaissance du fait que le monde est créé par Dieu que nous pouvons distinguer un ordre moral objectif, à l'intérieur duquel nous pouvons mettre en place un code d'éthique de l'environnement. Dans cette perspective, les chrétiens et les autres croyants doivent jouer un rôle spécifique en proclamant les valeurs morales et en éduquant les personnes à une **conscience de l'écologie**, qui n'est autre que la responsabilité envers soi-même, envers les autres, et envers la création* ».

Pour les décennies à venir, il nous faut un cadre de référence adapté, de nature à contribuer à une *résilience positive* des milliards d'acteurs engagés. Comme je l'ai indiqué plus haut, cette Encyclique devrait aborder deux thèmes, le cadre philosophique/théologique et l'action.

Le nouveau champ d'action sociale est pour moi une "obligation morale". "*Plus jamais la guerre*", s'était écrié Paul VI aux Nations Unies. Dans trois ou quatre décennies, si la guerre est là parce que le partage des ressources est source de conflit – si nous ne mobilisons pas nos moyens aujourd'hui – nous ne pourrions demain nous dédouaner d'une certaine co-responsabilité.

C'est pourquoi nous proposons qu'une encyclique-cadre assoit le rôle de guide de l'Eglise pour ces changements planétaires, à la fois (i) sur des textes fixant l'éthique et des objectifs (ii) sur une définition de la place des chrétiens dans des mouvements sociaux, financiers et économiques porteurs de changement dans lesquels les chrétiens devraient exercer leur mission de "service" (les mouvements féministes, écologistes, de migrants, pour la dignité humaine et contre la pauvreté mais aussi pour des investissements éthiques, le commerce équitable ou encore pour une économie de service à zéro pollution, zéro déchet).

Et d'une certaine façon, la Cité du Vatican veut donner l'exemple puisqu'elle est devenue le premier Etat à zéro émission de CO₂ avec la création, en 2007, d'une zone boisée en territoire hongrois, lui appartenant. Ce plan, visant à régénérer la végétation, constitue un engagement écologique significatif vis-à-vis de notre planète, de la part de l'Eglise catholique dans son expression la plus haute [...] Un témoignage supplémentaire indiquant combien ce problème tient à cœur au Saint-Siège est fourni par le projet d'un équipement photovoltaïque à panneaux solaires qui procurera à la Cité du Vatican une quantité d'énergie quotidienne couvrant une partie importante de sa consommation totale.

L'Action Sociale de l'Eglise au cours des siècles a porté sur la lutte contre la pauvreté, les soins aux malades, l'éducation.

Une question qui revient souvent, c'est d'abord "*pourquoi une action des chrétiens dans le domaine de l'environnement*". Si je devais donner une réponse en deux mots, je dirais simplement "2,5 milliards". Deux milliards cinq cent millions, c'est le nombre de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour et parmi eux 1,4 milliard en dessous de un dollar. La dégradation de l'environnement et les questions de ressources énergétiques qui y sont liées, avec la hausse des prix générée, pèsent gravement sur le budget des ménages pauvres et accélèrent la détérioration du milieu de vie (l'impact du bois de chauffage sur la désertification, par exemple). Par ailleurs, les experts de la Banque Mondiale estiment que 500 millions de personnes pourront venir s'ajouter à ces 1,4 Milliard et basculer à nouveau dans la plus grande pauvreté. Parler de l'Action de l'Eglise dans le domaine environnemental n'est donc pas « changer d'agenda » mais attaquer par un autre angle les raisons qui conduisent à nouveau au « scandale de la faim » rappelé par Benoît XVI.

Quelle serait la spécificité de l'action chrétienne ? est une autre question clef. Ce sont les chantiers de la solidarité et de la spiritualité qui me semblent devoir être deux axes majeurs de l'action de ceux qui sont engagés au nom de leur foi. Comme on parle de scénarios d'augmentation de 2, 3 ou 4 degrés de la température de la planète, avec les catastrophes qui y sont liées (faisons mémoire des 15.000 morts de la canicule de 2003 en France), on devrait commencer à dessiner des scénarios liés à une augmentation de 1, 2 ou 3 degrés de "l'éthique", de la "limite" et de la "spiritualité" sur la planète. La "lettre de mission" que l'Encyclique-cadre pourrait proposer, pourrait peut-être s'inspirer de cette formule : *"on ne change jamais les choses en luttant contre la réalité existante. Pour changer quelque chose, on construit un nouveau modèle qui rend caduc le modèle existant"* (17).

Aujourd'hui, les nouveaux leviers d'action qui – avec les mêmes buts – devraient venir compléter les leviers de l'action sociale classique de l'Eglise, porteraient sur les points suivants :

- Investir pour le long terme et pour les pauvres
- Acheter et consommer sobrement. *"Peut-être à contrecœur arrivons-nous à admettre que des plaies marquent aussi la surface de la terre : l'érosion, la déforestation, le gaspillage des ressources minérales et marines et ce, pour alimenter un besoin de consommation insatiable"*. Benoît XVI à Sydney
- Partager l'accès aux ressources pour préserver la paix
- Changer pour un "plus d'être".

Mais le défi pour l'Eglise tient en effet dans ce mot "*changer*". L'Eglise peut-elle être un "*leader du changement*" et conduire "la mutation de l'humanité" ? Pour que le changement s'opère, nous rapprochant de la "Civilisation de l'Amour", il faudra conquérir les cœurs et les têtes, faire passer "le sens de l'urgence", être clair dans ce que l'on attend des milliards d'êtres humains et répondre à des questions comme "que changer", "quand changer", "comment changer". Il faudra aussi que l'Eglise active ses millions de "connexions" avec les "millions d'organisations de toute nature" qui doivent participer au changement et les "millions de leaders qui détiennent les leviers" dans les quatre domaines cités ci-dessus et avec lesquels elle devrait entrer en résonance. La force de l'Eglise est son universalité, ses millions de connexions, la capacité de son Pasteur Universel de toucher les cœurs. Ses faiblesses ? Sa peur ou les peurs en son sein du changement ? Mais, comme le dit la formule célèbre "*N'ayez pas peur !*"

Contrat de Progrès pour une Fraternité Mondiale

Cette encyclique devrait s'accompagner d'une initiative de l'Eglise, un processus de construction d'un plan d'action des chrétiens, un véritable contrat fait de la somme des engagements de tous autour de *Chrétiens, Mutation de la Planète. Mutation de l'Humanité*. Permettez-moi de rappeler ce qu'écrivait Jean Monnet : *« Les hommes placés dans une situation de fait nouvelle, ou dans un système d'obligations différent, adaptent leur comportement et deviennent autres. Ils deviennent meilleurs si le contexte nouveau est meilleur ; c'est l'histoire toute simple du progrès des civilisations. (...) Des transformations psychologiques considérables, que certains cherchent à travers des révolutions violentes, peuvent intervenir pacifiquement si l'on oriente l'esprit des hommes vers le point où leurs intérêts convergent. Ce point existe toujours, il suffit de se fatiguer pour le trouver »* (18). Comment définir ce point de convergence qui puisse rassembler toutes les familles de pensée ? J'invite les ordres et les communautés religieuses qui se sentent interpellés à proposer au Saint Père les modalités de préparation d'un "*Contrat de Progrès pour une Fraternité Mondiale*" comme levier pour répondre à l'appel de Benoît XVI du 12/11/2006 à changer le système mondial et notre propre style de vie : *« il est nécessaire de convertir le modèle de développement mondial ; c'est ce qu'exigent désormais non seulement le scandale de la faim, mais également les urgences liées à l'environnement et à l'énergie »*.

Je pense qu'une initiative de ce type est indispensable car trop souvent, et encore aujourd'hui, tout s'arrête à des vœux pieux donnant bonne conscience. La parabole des talents est là pour nous rappeler que Dieu attend de nous que nous engagions tout notre potentiel dans la mutation de l'humanité ! Il est grand et reste largement inexploité. Dans le contexte de la mondialisation, avec les outils comme Internet qui permettent – si on se mobilise – de transformer l'économie mondiale en une économie responsable, les excuses pour ne pas répondre aux appels de nos frères et sœurs défavorisés ne tiennent plus.

Cette élaboration d'un plan d'action des chrétiens (j'insisterais sur sa dimension œcuménique, compte tenu du travail fait par les autres Eglises et confessions et le poids géostratégique de certaines d'entre elles, aux USA par exemple) devrait se faire en plusieurs étapes pour atteindre la dimension planétaire nécessaire et lier le global au local. Il devrait associer les banquiers chrétiens, les patrons chrétiens, les syndicalistes chrétiens, les responsables chrétiens d'ONG en matière d'investissement socialement responsable, de commerce durable et équitable, de gestion des ressources naturelles, les communautés religieuses (et leurs fonds éthiques), etc.

(i) Une Première étape serait une rencontre mondiale des acteurs économiques chrétiens

Cette rencontre, qui serait – idéalement – clôturée par le Pape et les leaders des autres religions qui souhaiteraient s'y associer, rassemblerait les acteurs économiques (y compris banquiers, PDG de chaîne de grande distribution, chefs syndicalistes, Présidents de coopératives), sociaux et religieux pour élaborer :

- « *une déclaration sur la fraternité mondiale, pour une mutation de l'humanité* » dans une Introduction qui traiterait d'égalité, de justice, de solidarité, de responsabilité, d'entraide, de mutualité, d'éthique, d'amitié, de spiritualité, de sobriété, de biens communs, de droits collectifs, de participation, de droits des générations futures, de confiance, de respect, de libertés, de citoyenneté, de développement de la personne, et de sécurité humaine
- et un *contrat d'action quinquennal mondial* en trois chapitres :
 - investir pour un monde plus fraternel
 - achats pour un monde durable et consommation
 - partager les ressources de la terre et la joie.

C'est le domaine d'action où l'on attend que les « grands acteurs économiques » chrétiens (investisseurs, acheteurs, publicitaires, syndicalistes) et « chaque chrétienne et chrétien » utilisent leur « force de frappe » en termes d'investissements et d'achats « durables » avec des priorités aux besoins de base (alimentation, chauffage, logement etc.). Pour chaque chrétien comme citoyen, c'est une invitation dans un monde globalisé à « utiliser son second bulletin de vote » – l'utilisation de son argent – pour réorienter l'économie monde.

La première rencontre internationale des acteurs du « Contrat de progrès » pourrait être focalisée sur l'action pour les pauvres dans le domaine de l'environnement et de l'énergie, pour les raisons évoquées plus haut.

Il faudra oser parler « chiffres ». Ainsi la question de l'usage des instruments du marché que sont les leviers de l'investissement et de l'achat devient-elle centrale si nous voulons faire basculer le système économique pacifiquement mais à la vitesse d'un temps de guerre. Face à la « financiarisation de l'économie », les forces de paix doivent mobiliser leurs pouvoirs d'achat et d'investissement pour, comme l'écrit Jean-Paul II, forcer le changement d'un « *système qui considère le profit et les lois du marché comme des paramètres absolus au détriment de la dignité et du respect de la personne et du peuple* » (19). Quant aux investissements socialement responsables, on assiste à une évolution avec, par exemple, le Fonds Ethica mis en place en accord avec la Conférence des Evêques de France. Des professionnels de la finance se mettent à la disposition des diocèses. Mais j'ai assisté à des séminaires où les initiatives « catholiques » (en ce compris les ordres religieux catholiques) étaient bien loin d'être aussi développées que celles des « protestants » et tous encore loin d'avoir une stratégie concertée : oui, nous pouvons par une action collective portant sur des investissements éthiquement responsables et des achats responsables reprendre la maîtrise de la mondialisation. L'expérience du *Interfaith Investment Group* (<http://www.Signet.org>), un groupe d'investissement qui rassemble toutes les religions et comprend l'*Alliance Intermonastères* et les *Missionnaires Oblats de Marie Immaculée* devrait retenir l'attention. C'est pourquoi il faudra aller jusqu'à mettre des chiffres sur la table. Combien de fonds pouvons-nous mobiliser ? Les produits de finance islamiques totalisent aujourd'hui près de 441 milliards d'euros (*Le Monde*, 22/8/08). Croyez-moi, posez la question *aussi* en ces termes et vous verrez que l'impact sur le monde bancaire puis sur la mondialisation ira bien au-delà des fonds mobilisés !

Tout ceci devrait se résumer en ce *“Contrat de Progrès quinquennal pour une Fraternité Mondiale”*

(ii) Changer pacifiquement “à la vitesse d’un temps de guerre” : un portail internet

La société informationnelle et en réseaux qui devient de plus en plus la nôtre, paradigme dont l’émergence aurait été – selon Manuel Castells – la raison de l’écroulement du système soviétique sans conflit majeur ni mouvement sociaux, fonctionne selon des règles nouvelles que nous découvrons progressivement. D’abord il y a, à l’évidence, le fait que le marché mondial fonctionne de plus en plus comme *« un automate, régi par des machines, un réseau de machines programmées pour un unique objectif, gagner de l’argent sans se soucier d’autres valeurs. La logique de cet automate n’est pas celle des lois du marché, et la dynamique des flux financiers qu’il met en mouvement échappe actuellement au contrôle des gouvernements, des entreprises et des institutions financières, aussi riches et puissantes soient-elles (...). Ce n’est pas la technologie qui est en cause, mais la politique et les valeurs humaines (...) les mêmes réseaux électroniques et de flux financiers et informationnels pourraient fonctionner selon d’autres critères »* (20).

C’est ce sur quoi les chrétiens engagés dans l’action sociale devraient notamment porter leurs efforts. Un site internet devrait relier les chrétiens qui sont acteurs dans la société comme investisseurs, acheteurs, éducateurs pour créer un effet d’échelle, créer de la transparence. Joël de Rosnay souligne les potentialités d’Internet pour *“une économie par le peuple et pour le peuple”* dans *“la révolte du ‘pronétariat’, des mass-médias aux médias des masses”* (21), alors pourquoi ne pas en faire un levier planétaire du *“Contrat de Progrès pour une Fraternité Mondiale”* ?

Les organisateurs pourraient utilement s’inspirer des techniques mises en œuvre avec succès aux Etats-Unis, offrant un éventail quasi illimité de méthodes de participation, au débat sur et à la mise en œuvre du *“Contrat de Progrès pour une Fraternité Mondiale”*, permettant aussi d’élargir la palette des attentes des chrétiens participants, de créer une alchimie entre réseaux sociaux et campagne d’action :

- création d’un portail liant tous les réseaux
- nombreux outils de collecte de fonds et possibilité de faire des dons modestes mais répétés, avec formule d’abonnement
- créer un thermomètre pour mesurer les résultats des collectes de fonds
- envoi de courriels à tous les inscrits sur le site
- profils sur LinkedIn, Facebook et MyYahoo
- forum d’échanges
- groupes d’affinités tels que les acteurs économiques chrétiens, etc.
- vidéoconférence.

Si on se base sur la seule campagne Internet d’Obama, il a ainsi 750.000 militants actifs (à qui l’on demande 5 dollars de dons, passer quelques coups de fils et organiser un événement), 8.000 groupes d’affinité, 30.000 manifestations organisées. (*Le Monde* 28/8/08, Envoyez-vos-dons&obama.com)

L’UE comme contribution à une mutation de l’humanité ? Une œuvre inachevée

Des initiatives devraient ensuite être prises au niveau des continents. Dans chaque cas, les chrétiens responsables politiques, les universités, les associations de chefs d’entreprise chrétiens, les syndicats chrétiens, les organisations de consommateurs, les paroisses devraient y être associés.

Tout en soulignant le travail à faire sur le plan des pays comme le font des organisations telles que Pax Christi et bien d’autres, je voudrais me limiter à trois initiatives qui peuvent être prises au plan européen pour *« accélérer une mutation de l’humanité »* où l’on serait en droit d’attendre des chrétiens qu’ils jouent un rôle moteur.

(i) Une Alliance des Trois Mers

D’une certaine façon la construction progressive de l’Union européenne depuis 1948 s’est voulue comme un levier pour une mutation de l’humanité, un levier pour pacifier l’Europe et un modèle pour d’autres

continents. Pour répondre aux mêmes objectifs en ce XXIème siècle, il faut porter nos regards sur le « deuxième cercle olympique », l'articulation de nos relations avec les pays qui bordent les Mers Méditerranée, Noire et Caspienne. C'est là que se joue notre avenir. Tout un rapport sur une « Alliance des Trois Mers » est disponible (16). Ces questions sont fondamentales si l'on veut une « mutation de l'humanité ». Et les derniers événements en Géorgie ne font qu'illustrer les problèmes générés par les systèmes de gouvernance de la « paix froide » mis en place par les responsables politiques occidentaux. L'Alliance des Trois Mers propose de s'inspirer de l'expérience réussie de la Communauté du Charbon et de l'Acier comme de la méthode des « Corbeilles » (comme énergie et eau, marché commun, jeunesse, sécurité humaine) utilisée là aussi avec succès dans le cadre de ce que l'on a appelé le « processus d'Helsinki ». L'Alliance se structurerait autour d'un triangle Bruxelles-Moscou-Jérusalem et aurait Istanbul pour siège des Institutions. Il est évident qu'évoquer Jérusalem, Moscou, Istanbul, c'est-à-dire nos relations avec les régimes et les religions qui dominent leurs scènes respectives, est un sujet de la plus haute importance pour ...Rome. Je suis fondamentalement convaincu que c'est dans notre capacité ou non à jeter les bases d'une « nouvelle alliance » associant les pays des Trois Mers, avec Jérusalem en son centre et apportant une nouvelle vision de notre futur économique commun que se jouent la paix ou la guerre au XXIème siècle et une partie essentielle de la mutation de l'humanité vers plus de convergence. Les événements récents en Géorgie ne font que me confirmer dans cette conviction. Y aura-t-il d'autres hommes politiques chrétiens, de la taille d'un Robert Schuman ou d'un Adenauer pour avoir le courage de lancer une telle initiative ? (22)



(ii) Une Charte des Biens et des Droits Collectifs

Ceci nous conduit à nous interroger sur les biens communs et les droits collectifs. Dans le contexte décrit plus haut, qui fait porter sur le monde de nouvelles contraintes et de nouveaux risques pour la paix, les règles de notre vie en commun doivent-elles être revisitées (c'est notamment la question que pose le Forum Permanent de la Société Civile en ouvrant un débat sur la nécessité éventuelle d'une Charte Européenne des Biens et Droits Collectifs) et, si oui, *le moment n'est-il pas venu pour une encyclique papale d'en proposer une vision chrétienne* comme *Rerum Novarum* ouvrit une nouvelle page de l'histoire sociale mondiale ?

La question est de savoir si nous assistons à un changement de paradigme, une mutation de fond qui nécessiterait de sauvegarder et de mieux protéger les biens et droits collectifs/publics. En effet, la mondialisation est entrée dans une nouvelle phase où l'Europe et les économies émergentes modifient leurs relations. La responsabilité sociale et environnementale se trouvera en être l'un des enjeux à plus ou moins long terme, dans un double contexte. D'abord, en raison du changement climatique et de la rareté de certaines ressources, on risque d'assister, autour de l'accès à certaines ressources, à des changements politiques et économiques brutaux, voire à des conflits militaires. D'autre part, la vision des biens collectifs et des droits collectifs n'est pas forcément la même en Europe et dans les économies émergentes qui sont pour l'instant des investisseurs massifs dans des domaines clefs de l'économie européenne, et ce alors que l'on sait que "la guerre des capitalismes aura lieu" (23). Faut-il dès lors, par une Charte Européenne des Biens Collectifs/Publics et des Droits Collectifs, fixer un cadre nouveau pour encourager « *un changement effectif dans les mentalités et les styles de vie* » (§468 du Compendium) ? Là aussi se trouvent les germes d'une mutation de l'humanité.

Pour les droits collectifs, je reprendrai à mon compte la distinction faite par Teilhard de Chardin entre "individualité" et "personnalité". *"En cherchant à se séparer le plus possible des autres, l'élément s'individualise ; mais, ce faisant, (...) il diminue et il se perd en réalité. Pour être pleinement nous-mêmes, c'est en direction inverse, c'est dans le sens d'une convergence avec tout le reste, c'est vers l'Autre qu'il nous faut avancer. Le but de nous-mêmes, le comble de notre originalité, ce n'est pas notre individualité, c'est notre personne ; et celle-ci, de par la structure évolutive du monde, nous ne pouvons la trouver qu'en nous unissant" (...)* car l'Homme Moderne se doit de rejeter comme une illusion l'idée qu'il puisse culminer isolément, égoïstement, individualistiquement". (24)

La Charte des Biens Communs et Droits Collectifs porterait sur des « biens communs », biens, services, ressources et valeurs qui bénéficient à tous. Ce sont des réalités matérielles (la planète Terre), culturelles ou sociales importantes pour le respect de la vie et des écosystèmes, l'épanouissement et le bien-être des personnes. Ce sont aussi des valeurs éthiques, culturelles et morales fixant les droits et devoirs nécessaires pour gérer les interdépendances entre les personnes. La Charte assurerait, du niveau mondial au niveau local, la reconnaissance et la protection de ces biens communs contre les rivalités (la consommation/usage d'un bien empêchant sa consommation/usage par un autre) et les exclusions. La Charte contribuerait à faire de ces temps de mutation planétaire, le temps d'une mutation de l'humanité par une meilleure gestion de nos interdépendances, pour plus de solidarité, de justice, de paix, de bien-être et d'épanouissement de la personne (25).

(iii) L'organisation interne de l'UE

Une autre dimension de l'action au plan européen est la question des mécanismes internes pour faciliter une mise en œuvre des engagements du Traité et du Conseil européen en matière de développement durable. Pour créer une dynamique nouvelle, chaque institution devrait adapter ses méthodes :

- le Conseil européen (en redynamisant la stratégie européenne du développement durable qui est aujourd'hui à l'état de coma presque dépassé),
- la Commission européenne (Mgr Adrianus Van Luyn, Président de la COMECE, a suggéré la création d'un poste de Haut représentant pour les générations futures qui serait aux côtés du Haut représentant de l'UE pour les relations extérieures) (26),
- le Parlement européen (avec son Agora lieu de débat avec la société civile pour un budget européen participatif)
- le Comité Economique et Social (pour ce qui est de l'incidence des projets de stratégies et de politique en termes de développement durable dans l'Union et dans les pays non membres de l'UE).

Dès novembre 2007, les évêques de la COMECE ont mis en place un groupe de réflexion intitulé "Changement climatique et style de vie chrétien". Le président de ce groupe ad-hoc est Dr. Franz Fischler, ancien Commissaire européen et Président du Forum éco-social Europe. Il sera intéressant de lire ses propositions (26).

(iv) L'Europe dans le Monde

Il est grand temps que les décideurs chrétiens européens travaillent à nouveau de manière claire à “*éliminer les causes structurelles liées au système de gouvernement de l'économie mondiale*”. Benoit XVI, 12/11/2006.

C'est toute l'architecture du système financier et économique qui doit être revue pour que le système soit créateur de progrès pour tous. Sur ce plan, les chrétiens qui furent et sont aux manettes à la tête des institutions internationales, des multinationales ou des banques sont critiquables. Qu'ont-ils fait et que font-ils pour réellement changer les règles du jeu ? Les avez-vous déjà entendus ? Moi oui, par exemple lors d'une rencontre organisée par la COMECE, et ils m'ont glacé d'effroi. Sur ces questions, le fondateur bengali du micro-crédit ou les banquiers musulmans me semblent plus au clair. Le défi en face de nous est de remettre des réseaux de flux financiers et informationnels, par ailleurs de plus en plus gangrénés par l'économie criminelle, au service de la collectivité humaine et du « vouloir vivre ensemble ». Pour cela, il faut un accord sur des changements de valeurs et un mode d'action. Le temps presse.

Au plan européen, il s'agirait de débattre d'un point de vue chrétien de la manière dont l'Union européenne met en application les principes et objectifs de son Traité comme (i) un commerce libre et *équitable*, l'éradication de la pauvreté (ii) l'affirmation de biens publics mondiaux, (ii) la réforme de la gouvernance internationale et des règles de la finance internationale (de ce point de vue les conférences internationales décidées à la suite de la crise financière seront un terrain clef d'action) la transformation du G8 en un Conseil de Sécurité Economique, la création d'un Groupe de Gouvernance Globale , (iii) la voix des Européens – et la place de l'Union européenne en tant que telle – dans le cadre des institutions du Consensus de Washington (FMI, Banque Mondiale), l'OMC et les Nations Unies. Il s'agit de transformer la relation entre les individus (solidarité entre Européens comme entre le Nord et le Sud, etc.) et entre l'être humain et la nature (modes de consommation et de production, etc.) comme de reconnaître la dignité des autres espèces.

Nous devons aussi penser cette aventure collective en termes de gestion des catastrophes. On parle par exemple soit de réchauffement de la planète et de montée des eaux, soit de modification du cours du Gulf Stream conduisant à une nouvelle ère glaciaire. Comment nous préparons-nous à faire preuve de solidarité ? Nous Européens ne sommes pas à l'abri. La désertification du Sud de l'Europe ou la glaciation de la Manche sont deux scénarios possibles et qui font peur. Si donc nous allons avoir besoin de la solidarité des autres dans ces scénarios – qui entraîneraient par exemple et à nouveau des migrations des Européens – il est de notre propre intérêt de contribuer à la mise en place de « mécanismes planétaires de solidarité ».

Le narratif. Mutation de la Planète et de l'Humanité = Super-vivre

La “vision” qui est et sera proposée par l'Eglise catholique tout comme les moyens qu'elle se donnera pour démontrer sur le terrain la “faisabilité” sont importants. Le narratif l'est tout autant. Il ne doit pas rebuter mais enthousiasmer. Il s'agit de proposer un “narratif” qui mobilise les têtes, les cœurs et les bras, comme aurait dit Gramsci (27), pour donner à chacune et chacun l'envie et la fierté d'être l'un des petits leviers d'une mutation de l'humanité, “*non seulement pour survivre, mais pour super-vivre*” (28).

Ce moment de « mutation de la planète et de l'humanité » devrait devenir une chance pour l'Eglise, face à une situation qui ne se résoudra pas seulement par un saut scientifique ou technologique ou un “Green New Deal”, la chance de fonder une « *Ethique nouvelle de la Terre* », de proposer sa vision de la « *planétisation de l'Humanité* » (29) sur « *une Terre qui se resserre* », où la pensée humaine s'organiserait pour faire face à ces nouveaux défis et d'où un nouveau rapport au spirituel se dégagerait. En effet, il n'y a pas de “changement” possible, à l'échelle des défis qui sont en face de nous, par des seuls “raisonnements” et des “chiffres”. Il faut, pour réussir, “gagner les cœurs”. C'est là que les leaders religieux ont un atout majeur.

Si le narratif est construit autour d'une “*convergence de l'humanité*” pour mieux gérer les “biens communs” et autour de la joie pour chacun d'une libération des excès du “matérialisme”, il me

semble que l'on offre une "vision" convaincante. Ensemble nous pouvons gagner les cœurs pour faire franchir pacifiquement un nouveau stade à l'Humanité.

Le message du Pape aux JMJ de Sydney 2008 ne dit-il pas : « *Les préoccupations au sujet de la non-violence, du développement durable, de la justice et de la paix, de la protection de notre environnement sont d'une importance vitale pour l'humanité. Tout cela, cependant, ne peut être compris sans une profonde réflexion sur la dignité innée de toute vie humaine, de la conception jusqu'à la mort naturelle, dignité qui est conférée par Dieu lui-même et qui est, par conséquent, inviolable. Notre monde en a assez de l'avidité, de l'exploitation et de la division, de l'ennui des fausses idoles et des réponses partielles ainsi que des fausses promesses. Notre cœur et notre esprit aspirent à une vision de la vie où règne l'amour, où les dons sont partagés, où l'unité se construit, où la liberté trouve sa propre signification dans la vérité et où l'identité se trouve dans une communion respectueuse. C'est là l'œuvre de l'Esprit Saint ! C'est là l'espérance qu'offre l'Évangile de Jésus Christ !* »

Bibliographie

1. *L'écologie, de la Bible à nos jours. Pour en finir avec les idées reçues*, Patrice de Plunkett, Edition L'œuvre sociale. Mai 2008.
2. *Le sel de la Terre*, Cardinal Ratzinger, 1997.
3. *Osservatore Romano*, 1/9/2007.
4. Communiqué de la COMECE, www.comece.org
5. L'Anthropocène est le terme utilisé par certains scientifiques, dont Paul Crutzen, pour désigner une nouvelle ère géologique qui aurait débuté vers 1800. Cela prend en compte l'action de l'espèce humaine comme une force géophysique agissant sur la planète. L'anthropocène succéderait ainsi à l'holocène. Le mot est un néologisme récent (Crutzen et Stoermer, 2000) formé à partir du grec anthrôpos, « être humain ». Toutefois, sa première utilisation remonte à la publication du livre de Revkin, *Global Warming*, 1992, où il utilise ce mot p. 55. (Wikipedia)
6. Paul Ehrlich et Robert Pringle, de l'Université de Standford, Californie, in *Le Monde*, 14/08/08
7. *Globalization and Environmental Challenges – Reconceptualizing security in the 21st century*, ouvrage collectif, Ed. Springer, 2008.
8. *UNDP*
9. Jeremy Rifkin.
10. *Craddle to cradle. Remaking the way we make things*. William McDonough & Michael Braungart. Ed. North Point Press, New York, 2002.
11. *The Age of Consequences*, rapport réalisé par le CSIS (Centre d'Etudes Stratégiques et Internationales), USA.
12. *L'Activation de l'Énergie*. Teilhard de Chardin. (Teilhard avait lu *The Next Million Years* de Ch. Galton-Darwin paru en 1953 : "La cinquième révolution viendra lorsque nous aurons épuisé les stocks de charbon et de pétrole qui s'étaient accumulés dans la terre pendant des centaines de millions d'années... Il faut espérer que d'autres sources d'énergies auront été développées". Mais Teilhard ne croyait pas à la "rareté des ressources" et faisait confiance à la science.
13. Thomas Princen est professeur associé en ressources naturelles et politique environnementale à l'École des Ressources Naturelles et de l'Environnement de l'Université du Michigan. Il est le rédacteur en chef de l'ouvrage *Confronting Consumption* (MIT Press, 2002), qui a remporté le prix Harold and Margaret Sprout de l'ISA (International Studies Association) récompensant le meilleur travail en politique environnementale internationale, 2003.
14. Message du Cardinal Raffaele Martino pour les Journées Mondiales du Tourisme 2008.
15. *La Méthode (III), la connaissance de la connaissance*, Edgar Morin, Le Seuil, 1986.
16. *Les trois écologies*, Félix Guattari, Ed. Galilée, Paris, 1989 - "Vers une écologie", Transversales Science/Culture, N° 2, avril 1990.
17. Richard Buckminster Fuller, site de la Fondation for P2P alternatives, www.p2pfoundation.net
18. *Mémoires de Jean Monnet*, Ed Livre de Poche, p571,575.
19. *Ecclesia in America*, Jean-Paul II, 1999.

20. *Les Connexions invisibles*, Fritjof Capra. Ed. du Rocher, 2004 (p169). Titre original : *The Hidden Connections. Integrating the biological, cognitive and social dimensions of life into a science of sustainability*. Doubleday, 2002.
21. *La révolte du 'pronétariat'*. Joël De Rosnay. Ed. Fayard (téléchargeable sur www.pronetariat.com)
22. *L'Alliance des 3 Mers*. Raymond Van Ermen (téléchargeable sur www.raymondvanermen.org)
23. *La guerre des capitalismes aura lieu*. Le Cercle des Economistes. Ed. Perrin 2008
24. *Hymne de l'Univers*. Teilhard de Chardin. Ed. Seuil.
25. *Forum Permanent de la Société Civile*.
26. Proposition de la COMECE de 2001 dans le document de travail de l'EPC (European Policy Centre) sur l'UE et la Gouvernance Globale, novembre 2006.
27. *Pour une nouvelle narration du monde*, Riccardo Petrella. Ed Ecosociété, 2008.
28. *Activation de l'Energie*, Teilhard de Chardin. Ed. Seuil, p178.
29. *Hymne de l'Univers*, Teilhard de Chardin. Ed. Seuil, p95.